

Colloque AFEP 2020 – proposition d’atelier ouvert

Titre de la session : Eau ressource et eau service public : quelle articulation ?

Animateurs : Bernard Barraqué, Catherine Baron, Héroïse Valette

Cet atelier vise à débattre de l’articulation entre l’eau comme une ressource et l’eau comme un service public, à la fois aux plans théorique et empirique. Il ambitionne de croiser des études de cas Nords et Suds.

L’économie de l’environnement questionne peu la place des services d’eau, notamment urbains, dans la protection des ressources en eau (Baron, Valette, 2019 ; Valette, 2019), mises à part quelques exceptions (Barraqué, 2018 ; Postel, Thompson, 2005). Quand l’accès à des services d’eau potable est mentionné, il est souvent renvoyé à un usage, l’usage domestique, à une demande parmi d’autres ou encore à une contrainte sur la protection des milieux, sans que l’articulation entre ressource et service ne soit étudiée spécifiquement (Valette, 2019).

Les travaux en économie et gestion sur les services d’eau (Guerin Schneider et al., 2016 ; Ménard, 2013 ; Pezon, 2019 ; Pezon, Canneva, 2009) ont majoritairement porté sur leurs divers modes de gestion, en lien avec la place du secteur privé, leurs performances, ou encore sur la tarification, renvoyant peu aux ressources en eau ou la considérant comme une contrainte et source de coûts (traitement, distance, contraintes techniques). D’autres travaux sur les services d’eau hors réseaux (Baron, Frenoux 2011 ; Jaglin, Zerah, 2010), étudiant en particulier les contextes « Suds », traitent finalement peu des problématiques de protection des ressources en eau, alors que l’accès à l’eau potable est fortement tributaire de la disponibilité et de la qualité des ressources dans ces zones. Quelques travaux, en privilégiant des entrées spécifiques comme les conflits (Butterworth et al., 2007) ou les risques (Bakker, Cook, 2012), abordent ces enjeux de façon articulée.

Sur le plan théorique, l’atelier vise à discuter l’articulation possible entre ces deux corpus, dans une perspective interdisciplinaire qui dépasse le seul champ de l’analyse économique. Les questions suivantes seront abordées : comment ces débats sur l’articulation peuvent-ils interroger certains concepts et approches des sciences économiques ? Quelles seraient les apports d’approches relevant de la *political ecology*, la géographie critique ou encore les sciences de gestion, et comment les discours critiques en sciences économiques pourraient-ils s’en nourrir ? Jusqu’à quel point des approches aux fondements épistémologiques différents peuvent-elles être conciliées pour analyser l’articulation de l’eau-ressource et de l’eau-service ?

Afin d’incarner ces questionnements, plusieurs focales (non exhaustives) sont proposées.

- (1) Un questionnement sur le processus de qualification : les débats sur les qualifications des eaux comme bien commun (rivalité sans exclusion, nécessitant une coopération des ayant-droit), comme bien de club et service public (avec les caractéristiques

d'universalité d'égalité, de continuité et mutabilité), ou comme droit humain ou patrimoine constitueront une entrée pour analyser l'articulation. On pense notamment à des discours militants qui s'appuient sur l'eau comme bien commun pour estimer celle-ci indisponible à la fourniture du service par le secteur privé (Barbier et al., 2019). À quels modes de gouvernance renvoient ces diverses qualifications ? Le fait même de qualifier l'eau implique-t-il une association à certains modes de gestion et principes de gouvernance ? Pour articuler ressources et services, ces qualifications devraient-elles être dépassées et, si oui, au profit de quoi ? Qu'apporte une perspective Nords / Suds à ces débats ?

- (2) Des approches territorialisées, en termes de *waterscapes* (Baviskar, 2007), à travers une discussion sur les « territoires de l'eau potable » (Barbier, 2018) ou sur la GIRE urbaine (Baron, Valette, 2019) proposent aussi des pistes pour étudier l'articulation ressources / services qui pourront être mises en débat.
- (3) De même, les débats autour de la tarification du service d'eau et d'assainissement seront présentés et discutés comme piste d'articulation entre des enjeux de protection des ressources et d'accès à des services urbains : que comprend le « coût de l'eau » ? Quels coûts, y compris ceux relatifs à la protection des milieux, devraient être inclus dans la facture d'eau, et selon quelles modalités (Barraqué, 2019) ? Les solutions avancées dans les pays occidentaux sont-elles applicables dans les villes des pays en développement et émergents où le réseau est partiel ?
- (4) D'autres focales, comme les objets sociotechniques - les réseaux, les usines d'eau potable et les stations d'épuration, les dispositifs d'assainissement sans réseau -, les indicateurs ou encore les conflits pourront être proposées dans cet atelier.

Bibliographie

Barbier, R. (2018). Recomposer les territoires de l'eau potable : histoire et leçons d'une expérience française, *In: Gestion durable de l'eau urbaine : Observations et échanges France-Bésil*. Ed. Quae, Coll. Indiscipline, 97-110.

Barbier R., Barraqué B., Tindon, C. (2019). L'eau potable pourrait-elle devenir un bien commun ? Espace de coexistence et imaginaire social du commun, *Développement Durable et Territoires*, 10(1). En ligne : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13231>

Baron, C., Valette, H. (2019). La GIRE urbaine : un concept innovant pour penser l'articulation entre gestion des ressources en eau et accès équitable aux services urbains d'eau potable ? Quelques enseignements à partir du cas de Ouagadougou, Burkina Faso, *in: L'accès à l'eau en Afrique : vers de nouveaux paradigmes ? Vulnérabilités, exclusions, résiliences et nouvelles solidarités*. Presses de l'Université de Nanterre, Coll. Espace et Justice, 81-101.

Barraqué, B. (2019). Full Cost Recovery of Water Services and the 3 T's of OECD, *Utilities Policy*, 62 - 100981, 8 pages. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0957178719303340>

Barraqué, B. (2018). Eau Bien Commun / Eau Service Public : discussion Nord-Sud, in: *L'encyclopédie du développement durable*, n°245, 11 pages.

Baviskar, A. (Ed.) (2007). *Waterscapes: The cultural politics of a natural resource*. Permanent Black, Delhi, 385 pages.

Butterworth, J., Ducrot, R., Faysse, N., Janakarajan, S. (2007). *Peri-urban water conflicts: supporting dialogue and negotiation*, Technical Paper series n°50, IRC Centre, Delft, 128 pages.

Cook, C., Bakker, K. (2012). Water security: Debating an emerging paradigm. *Global environmental change*, 22(1), 94-102.

Guerin Schneider, L., Mayaux, P. L., Bourblanc, M., Colon, M. (2016). Y a-t-il un sens de l'histoire dans les services d'eau? Un modèle post-évolutionniste. *Politiques et Management public*, 33(1), 5-25.

Jaglin S., Zerah M.H. (coord.) (2010). Eaux des villes : repenser des services en mutation, *Revue Tiers monde*, n°203.

Ménard, C. (2013). Is Public-Private Partnership Obsolete? Assessing the Obstacles and Short-comings of PPP. In: *The Routledge Companion to Public-Private Partnerships*, Routledge, 149-174.

Pezon C., Canneva G. (2009). Petites communes et opérateurs privés: généalogie du modèle français de gestion des services d'eau potable, *Espaces et Sociétés*, n°134, 21-38

Pezon C. (2019). Les services d'eau potable à l'épreuve de la loi NOTRe, *Revue Française d'Administration Publique*, 4(172).

Postel, S. L., Thompson Jr, B. H. (2005). Watershed protection: Capturing the benefits of nature's water supply services. *Natural Resources Forum*, 29(2), 98-108.

Valette H. (2019). *Articuler protection des ressources en eau et accès à l'eau potable : quel cadre théorique, quels enjeux empiriques? Le cas de l'Indonésie*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Toulouse 1 Capitole, 283 pages.